

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société OTC

Commune de DIJON

Le Préfet de la Région Bourgogne
Préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 autorisant la Société OTC, dont le siège social est situé 8 impasse Monge – 69881 MEYZIEU, à exploiter les installations de son établissement sis 16 Rue de la Breuchillière - ZAE CAP NORD - 21000 Dijon,
- VU les propositions de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, en date du 30 octobre 2012,
- CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas notifié à Monsieur le Préfet toutes les modifications apportées à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation,
- CONSIDERANT que le plan des réseaux d'eaux n'est pas tenu à jour,
- CONSIDERANT que la bâche du bassin de confinement est dégradée et nécessite un entretien garantissant son étanchéité,
- CONSIDERANT que les allées du bâtiment existant ne sont pas dégagées de manière à permettre l'accès des services secours,
- CONSIDERANT que certains déchets ne sont pas stockés dans les formes prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (emplacement),
- CONSIDERANT que l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la Société OTC, dont le siège social est situé 8 impasse Monge – 69881 MEYZIEU, est mise en demeure, pour son établissement sis 16 Rue de la Breuchillière - ZAE CAP NORD - 21000 Dijon, de respecter sous 3 mois :

- les exigences des articles R 512-33 du Code de l'environnement (« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »),
- les exigences de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (Le bassin de confinement est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée),
- les exigences de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (Des plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux, sont établis par l'exploitant, tenus à jour et datés. Il font apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à leur compréhension.),
- les exigences de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques),
- les exigences de l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (En fournissant à l'inspection une analyse du risque foudre conformément à l'arrêté du 19/07/11 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation),
- les exigences de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours).

ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de DIJON, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le directeur de la Société OTC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de DIJON.
- . M. le Directeur de la Société OTC.

FAIT à DIJON, le **19 NOV. 2012**

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Julien MARION